

Recherches sociographiques



David BELL, *The roots of Disunity : A Study of Canadian Political Culture*

Greg Marc Nielsen

Volume 34, Number 3, 1993

Montréal Laboratoire d'urbanité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056812ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056812ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nielsen, G. M. (1993). Review of [David BELL, *The roots of Disunity : A Study of Canadian Political Culture*]. *Recherches sociographiques*, 34(3), 537–539.
<https://doi.org/10.7202/056812ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Cette vaste analyse de l'opinion publique québécoise, tout en faisant le point sur l'état des connaissances dans ce secteur de la recherche, projette un éclairage renouvelé sur les débats politiques. Dans le contexte présent, cet apport est loin d'être négligeable. Aussi, il est à souhaiter que dans un avenir rapproché, d'autres ouvrages comme celui-ci voient le jour.

Gilles Roy

Collège Mérici.

David BELL, *The Roots of Disunity: A Study of Canadian Political Culture*, Toronto, Oxford University Press, 1992, 200 p. (Édition révisée. L'original chez McClelland and Stewart Limited, Toronto, 1979.)

English Canadians are a bourgeois people situated next to the most powerfull capitalist nation that has ever existed. Though we speak the same language, indeed partake of the same food, wear similar clothes, share many mass media, adopt similar lifestyles, and so on, we protest that we are different. Yet we seemingly want to be different only to the extent of being called Canadians. *In photographic terms, we are merely the negative.*

Même si tout un chapitre est consacré au Québec et à « sa culture de survivance », ce livre traite surtout du mystère de la « culture politique canadienne-anglaise » ; et, si vous vous demandez ce que les étudiants anglophones de premier cycle ont lu sur leur culture politique depuis une douzaine d'années, arrêtez-vous à cet ouvrage, qualifié par son éditeur de véritable classique dans le champ des études politiques canadiennes. Ironie du sort, celui-ci démontre l'absence d'identité du Canada anglais, en propose l'image d'un « négatif photographique des États Unis ». L'auteur a bien saisi que Canadiens et Québécois n'ont guère partagé leur interprétation de maints événements historiques. Par contre, Bell veut confirmer plutôt que renverser la thèse centrale des études canadiennes — celle qui cherche (en vain quant à moi) une définition du Canada comme étant plus que l'ensemble de ses parties et qui valorise d'abord et avant tout la vérité métaphysique de « notre » sacrée différence vis à vis de la culture américaine !

Nombre d'historiens et d'économistes politiques du Canada anglais ont qualifié la culture canadienne de conservatrice et d'anti-révolutionnaire. Deux thèmes majeurs les divisent : le nationalisme (*staples theory*) de Innis, Fowke et Morton et le continentalisme de Lower, Underhill et Careless. Le livre de Bell s'inscrit quant à lui dans le courant nationaliste, au sens pancanadien. Il veut retracer la culture politique canadienne à partir du moment formateur de l'immigration des loyalistes suivant la révolution américaine. Selon lui, c'est cette idéologie *Tory* qui a défini le système parlementaire, sa bureaucratie et ses formes de patronage, sa capacité d'intervenir dans l'économie, ainsi que le système des partis politiques qui a permis l'émergence du seul parti socialiste en Amérique du Nord, le C.C.F. / N.P.D.

Bell retrace la définition du concept de la culture politique chez Gabriel ALMOND en 1956 (« Comparative Political Systems » dans *World Politics*) ; Almond propose une définition parsonnienne de la culture, « les orientations psychologiques vers les objets sociaux », et une définition weberienne de la politique, « le monopole légitime sur la coercition physique d'un territoire et d'un peuple » (p. 11). Par la suite, l'auteur nous propose

une critique de quatre théories sur la culture politique. Dabord, celle d'ALLARD et de son collègue Sidney VERBA qui présentent une analyse comparative, mais uniquement synchronique, des cultures de la société civile dans plusieurs pays à partir de sondages d'opinion. Ensuite, il critique l'économisme implicite dans l'*idéologiekritik* puis l'approche de la sociologie de la connaissance de Karl MANNHEIM. Enfin, il critique la théorie génétique de la « fragmentation » élaborée par Louis HARTZ dans son livre *The Liberal Tradition in America* (1953) et celle des « événements formateurs » (*founding events*) de Seymour Martin LIPSET (*The First New Nation*, 1963). Selon la première définition, les idéologies politiques et leurs cultures existent dans un rapport dialectique. Il doit y avoir une opposition entre les parties (fragments) pour qu'une culture et une idéologie politique puissent exister. Lipset ajoute à cela l'importance de la genèse de la culture politique, qui va déterminer en quelque sorte le champ des possibles en matière d'idéologies.

Bell ne se contente pas de critiquer ces quatre théories, il en propose une synthèse qui englobe à la fois le rapport entre la politique et la culture, ses variations (*pattern variables*) ainsi que la genèse et la mutation des idéologies. Pour lui, la culture politique, comprise dans son sens le plus vaste, inclut « les idées, les présupposés, les valeurs et les croyances qui déterminent l'action politique et qui influencent les types de problèmes sociaux que nous nous posons... c'est le langage du discours politique, le vocabulaire et la grammaire de la controverse politique et de sa compréhension » (p. 187).

Bell prétend que l'histoire de la culture politique canadienne comprend deux parties (fragments) distinctes mais complémentaires. Il s'agit des traditions de la Nouvelle-France et des Loyalistes. Il soutient que ces deux cultures politiques sont à l'origine anti-révolutionnaires. La Nouvelle-France, isolée de la métropole pendant les deux siècles qui ont succédé à la Conquête, est demeurée renfermée dans l'absolutisme français. La société anglophone prend forme de façon semblable dans la mesure où les Loyalistes ont fui la révolution américaine et ont fondé un système de gouvernement en conformité aux traditions parlementaires britanniques. Par contre, le Canada Anglais serait devenu cosmopolite plus rapidement que le Québec. Dès le départ, la société anglophone a reçu des immigrants, contrairement à la Nouvelle-France. Par ailleurs, affirme Bell, le Québec a eu peu de structures de représentation politique.

Trois événements marquent les origines de la culture politique canadienne : la Conquête, l'inclusion de la Nouvelle-Écosse et la révolution américaine. En fait, les deux premiers événements ne sont que les préalables à la structuration de la société canadienne-anglaise qui se révèle le véritable sujet du livre de Bell. Selon lui, cette société est le résultat de la révolution américaine. Notre pratique contre-révolutionnaire et notre idéologie anti-américaine ont donc une longue histoire. Elles nous ont d'ailleurs rapprochés des Amérindiens (surtout les Mohawks ; il ne parle pas du sort des autres nations) qui sont restés fidèles aux Anglais à l'époque de la révolution américaine. Bell en tire la conclusion suivante : les massacres des Indiens aux États-Unis et leur absence au Canada furent directement liés aux alliances établies durant la guerre de l'indépendance.

La principale préoccupation de Bell semblerait de nous différencier des Américains, de leur histoire impériale, de leurs institutions, de leurs visions du monde et de leurs valeurs. Il n'a pas tenu compte toutefois des différentes nations qui habitent l'espace géopolitique canadien, alors que c'est la question qui a préoccupé notre culture politique depuis le début. Pour lui, les Écossais, les Huguenots francophones, les Suisses allemands et les Mohawks sont inclus dans le camp des loyalistes (p. 72) et forment « La mosaïque loyaliste » à l'origine

de la société multiculturelle du Canada anglais. Mais concevoir les loyalistes comme espace capable d'absorber toutes les autres ethnies dans son système de représentation politique me semble non seulement bizarre mais contradictoire par rapport à d'autres faits d'histoire (la déportation, l'affaire Riel, etc.).

Enfin, il faut se demander pourquoi les éditeurs ont choisi de republier un livre si peu révisé depuis sa première édition (1979) et qui ignore à peu près tout des événements des années 1980-1990, qui sembleraient remettre en question la thèse des deux parties fondatrices. — Comme il y a plus de deux mille étudiants inscrits dans les cours d'introduction à la sociologie à l'Université York et à l'Université de Toronto, on comprend vite les enjeux économiques de la réédition. — Mais le vrai problème, une critique déjà soulevée en 1979, c'est la sous-estimation de l'importance du rôle des loyalistes dans la définition de la culture politique canadienne-anglaise. Enfin, quoiqu'il présente une discussion sur le régionalisme au Canada anglais, il en traite uniquement du point de vue structurel et non pas culturel. Jusqu'à quel point les régions ont-elles été négligées au profit d'un tout métaphysique ?

En effet, comment expliquer les pratiques contestataires de l'Ouest et la résistance nationale du Québec dans ce modèle ? Pour comprendre ces anomalies, il faut à tout le moins prendre en considération les aspirations régionales et les résistances culturelles dans le premier cas, et le passage d'un nationalisme ethnique à un nationalisme civique dans le deuxième. Le sens du régionalisme au Canada anglais est beaucoup plus complexe que l'auteur ne le laisse croire (voir le référendum 1992). Contrairement à la vision nationaliste du Québec, une vision régionale peut franchir la frontière invisible qui la sépare d'un comportement pancanadien. Celui-ci en effet se construit à partir d'énoncés régionaux retransmis par les institutions fédérales, ce qui signifie que les pratiques culturelles du Canada anglais émanent de ses régions. Culturellement parlant, le Canada anglais est une nation absente. Son discours nationaliste n'est pas un discours sur la culture canadienne-anglaise « d'ici », mais le plus souvent un discours politique sur le pancanadianisme contre la culture américaine « de là-bas ».

On ne saurait saisir la culture politique canadienne sans recours à l'évolution des idéologies qui, de régionales deviennent pancanadiennes pour le reste du Canada (y compris certains Anglo-Québécois), et de nationales deviennent nationalistes au Québec (même pour ceux qui veulent rester dans un Canada relativement émasculé). Il faut également repenser la culture politique pour comprendre l'incompréhension mutuelle du Québec et du reste du Canada. La construction symbolique du Québec en tant que région ou province comme les autres est de plus en plus absente de l'imaginaire politique canadien. En utilisant ce cadre d'analyse, Bell aurait mieux expliqué l'échec de la production d'un sens de canadianité. Mais il a reculé à la suite de sa première observation concernant l'absence d'identité canadienne au profit d'une comparaison critique avec les institutions américaines. Par conséquent, il me semble que le livre de Bell a manqué une bonne occasion de théoriser sur la question ironique : l'enfer ce n'est pas les autres, c'est entre nous autres !

Greg Marc NIELSEN

*Département de sociologie,
Université York.*